

Le Chêne Hebdo

Hebdomadaire d'information politique pour l'union des droites



Hebdo GRATUIT diffusé par internet Adresse courriel : mnr.hebdo@sfr.fr Mise en page : Francis BOCUILLET

Sommaire

Editorial : **Quel scénario pour la France et l'Europe ?**

.Ou sont passés les 1000 milliards prêtés aux banques

Programme du MNR, extrait n° 4

N°85– 16 mai 2014

Editorial : Quel scénario pour la France et l'Europe ?

Dans moins de deux semaines, nous allons assister à l'élection européenne, en tant qu'observateurs, et non acteurs, car nos moyens financiers, ne nous permettent pas d'être présent à cette élection. Si nous avions été présents, qu'aurions nous proposé ? La réponse est dans notre programme et dans le livre de B.Mégret " **L'autre scénario pour la France et l' Europe**", toujours d'actualité, bien qu'écrit en 2006.

Le MNR n'est pas pour la sortie de l'Euro, car nous considérons que d'autres moyens sont à mettre en œuvre, pour que l'Europe serve les nations qui la constituent, et non les desserve comme c'est le cas aujourd'hui au profit de la mondialisation. Nous devons tirer profit de l'Europe, et prendre des décisions courageuses pour moderniser notre pays et lui redonner la puissance qu'elle avait et qui se dégrade, à cause de la politique socialiste que nous subissons depuis des décennies, même quand l'UMP était au pouvoir. Il semblerait que certains membres de ce parti, commencent à tenir notre langage, mais seront-ils assez nombreux pour se faire entendre ?

Concernant la libre circulation des personnes, nous sommes pour la renégociation du traité de Schengen.

Nous devons aussi imposer le principe de réciprocité dans les échanges commerciaux.

Alors le 25 mai, vous voterez pour ceux qui proposent une Europe, la plus proche de notre projet et de celui de B.Mégret. Un choix difficile, nous n'en doutons pas, mais nous n'avons pas d'autres solutions à vous proposer, le système fait que sans moyens financiers, et sans la complicité des médias, nous sommes muselés et il ne nous est pas possible de nous engager dans cette campagne et de faire connaître nos idées pour la France et l' Europe à nos concitoyens.

Francis Bocquillet

Vous appréciez notre hebdo ! Alors adhérez ou renouvelez votre adhésion au MNR, c'est notre seule source de revenus avec vos dons ! Merci d'avance.

Pour recevoir gratuitement ce bulletin d'information, Il vous suffit de en vous inscrire à notre liste de diffusion :

En envoyant un courriel vide à : liste-diffusion-subscribe@m-n-r.fr Vous pouvez nous contacter à :

Mouvement national républicain B.P. 10008 93161 NOISY-LE-GRAND CEDEX Tél. : **09.51.45.84.93**

Les informations retransmises dans ce bulletin le sont sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne sauraient engager la responsabilité du

Mouvement National Républicain. *L'opinion des auteurs ne coïncide pas forcément avec la position du MNR*

Désinscription: envoyez un courriel vide à liste-diffusion-unsubscribe@m.n.r.fr

« Où sont passés les 1 000 milliards prêtés par la BCE aux banques ?... »

Le 14 janvier dernier, dans l'édito du Contrarien, je m'interrogeais sur où était passé notre pognon ! Aujourd'hui, nous progressons parce que c'est le magazine L'Expansion qui se pose la question puisque cette fois la Commission européenne de Bruxelles s'apprêterait à demander « aux banques européennes ce qu'elles ont fait des 1 000 milliards d'euros prêtés récemment par la BCE. L'heure des comptes a enfin sonné »...

On va donner des sous aux banques pour relancer l'économie ! Voilà ce que dit L'Expansion un brin naïf tout de même, on voit que les élections européennes approchent à grands pas ! « L'heure des comptes a enfin sonné : la Commission européenne s'apprête à demander aux banques ce qu'elles ont fait des 1 000 milliards d'euros libérés par la BCE en décembre et février, à l'occasion des deux opérations de refinancement à trois ans. Ces dernières, qui avaient pour but de relancer l'économie et d'inciter les banques à continuer à financer les États en achetant de la dette, n'ont visiblement pas eu l'effet escompté. »

Évidemment que cela ne pouvait pas avoir l'effet escompté et la raison est assez facile à comprendre. Lorsque la BCE met en place ce plan d'aide aux banques pour 1 000 milliards d'euros, personne ne croit un seul instant que ce sera pour « financer » l'économie. L'objectif unique était de sauver les banques d'une déroute financière totale sur fond de bilans monumentaux (« too big to fail » cela veut surtout d'abord dire trop gros !) et évidemment de permettre, dans un marché de dupe, aux banques de financer les États en achetant les obligations émises par nos pays surendettés en empochant la différence. Comment croyez-vous que les taux d'intérêt puissent être orientés à la baisse alors que les dettes des pays n'ont jamais été aussi élevées ?

Dans le langage policé de L'Expansion, cela donne le texte suivant :

« Il faut dire que financièrement l'affaire était plutôt juteuse pour les banques, qui ont emprunté à 1 % auprès de la BCE pour refinancer des États avec des taux compris entre 3 et 6 %. Les établissements espagnols notamment se sont jetés sur cette aubaine : ils ont acheté 32 milliards d'euros d'actifs publics en janvier et 22 milliards en décembre. Mais désormais les tensions sur les taux des obligations d'État des pays fragiles ont refait surface, et remettent donc en cause l'utilité de l'opération. »

Mais il s'agit ici d'un secret de polichinelle ! Tout le monde a bien compris la mécanique et, disons-le, elle arrange bien sûr tout le monde. Alors venir accuser les banques de s'enrichir grâce à un système concocté exprès pour qu'elles puissent le faire et ainsi améliorer leurs bilans sur le dos des contribuables européens, en douceur et sans avoir à signer de gros chèques, c'est un peu fort.

Pourquoi maintenant ?

Reprenons. Les banques vont mal et les États doivent emprunter pas cher. La BCE refile 1 000 milliards d'euros à 1 %, les banques reprêtent ces sous-là aux États en empochant 4 % des 1 000 milliards, ce qui revient à leur donner directement 40 milliards d'euros mais avec cette méthode-là c'est beaucoup plus discret et l'on peut crier que tout va bien, que la crise est réglée et que les bénéficiaires des banques sont de retour. Les États sont financés et les taux baissent... Youpi tralala, là encore, on peut dire que les États sont sauvés et la crise de l'euro derrière nous.

Et là, patatras, il faudrait faire une enquête ?

« Selon une information du Monde, Michel Barnier, le commissaire au marché intérieur, aurait demandé au président de l'Autorité bancaire européenne, Andrea Enria, de s'intéresser à l'usage qu'ont fait les établissements financiers de ces prêts bonifiés. Il a aussi déposé un amendement à la directive européenne sur les liquidités bancaires qui « impose aux banques d'isoler les profits qu'elles ont réalisés en investissant dans des titres rémunérateurs les liquidités à faible coût de la BCE, et oblige que ces bénéficiaires ne puissent être inclus dans le calcul des bonus ». »

La proximité des élections européennes peut donc et doit être notée car sans nul doute cette annonce est du meilleur effet. Se montrer « méchant » avec les banques c'est toujours populaire ! Mais ce n'est pas tout. Il y a probablement un petit jeu de mise sous pression des banques afin que ces dernières continuent de jouer le jeu. Quel jeu ? Celui de financer des États en faillite pour maintenir les taux au plus bas et reculer le moment de l'inévitable. Ensuite, il serait également bien que les banques financent un peu plus l'économie réelle en augmentant les crédits aux PME qui est en chute dramatique. Hors sans financement, notre tissu d'entreprises se meurt.

Mais n'ayons point trop d'inquiétudes. Normalement, nos banques ne craignent pas grand-chose, elles sont bien trop grosses pour faire faillite et tiennent fermement les rênes des différents pouvoirs.

Finalement, les banques ne sont pas si solides !

Surprise, cet article révèle aussi – alors que, je vous le rappelle, la crise est finie et que Hollandouille voit très clairement venir le retournement) – « qu’il semblerait que les banques françaises, qui ont encore des problèmes de liquidité, soient allées lourdement au guichet de la BCE, juste derrière les espagnoles et les italiennes, explique Christophe Nijdam »...

Allez, dormez tranquilles puisque c’est ce que l’on exige de vous.

Préparez-vous, l’hiver vient et restez à l’écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes »

Ceci est un article ‘presslib’, c’est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l’actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.

Article de l’Expansion ici

Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n’êtes pas imposable à l’impôt sur le revenu.

POUR ADHERER EN LIGNE au MNR CLIQUEZ SUR CE LIEN :

<http://www.m-n-r.fr/soutiens.carte.htm>

NOUVEAU : Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n’êtes pas imposable à l’impôt sur le revenu.

**N’OUBLIEZ PAS DE RENOUELLER VOTRE ADHESION
SI VOUS NE L’AVEZ PAS ENCORE FAIT !**

**NE PAS OUBLIER : DE TRANSMETTRE CET HEBDO A TOUS VOS AMIS QUI POSSEDENT UNE
ADRESSE MAIL**

- C’est simple il suffit de cliquer sur “ **Transférer**”, puis indiquer leurs adresses e.mail, depuis votre fichier « contacts » dans la case “**Cci**”

[Pour lire des informations intéressantes suivez ces liens :](#)

Nous ne sommes pas toujours d’accord à 100% sur les idées émises, mais certaines reçoivent notre approbation. Nous vous laissons le choix de sélectionner les bons articles.

BOULEVARD VOLTAIRE :

http://www.bvoltaire.fr/?utm_source=La+Gazette+de+Boulevard+Voltaire&utm_campaign=b1563375c6-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_71d6b02183-b1563375c6-30339541&mc_cid=b1563375c6&mc_eid=b55c0ce39f

DREUZ INFO :

<http://www.dreuz.info>

Christian Vanneste :

<http://www.christianvanneste.fr>

Observatoire de l’islamisation

<http://www.islamisation.fr>

Le blog d’Yves Daoudal

<http://yvesdaoudal.hautetfort.com/>

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Extrait du programme politique du MNR, extrait n° 4

Les mesures : Pour l'avenir du peuple français

UNE NOUVELLE EUROPE

195. Remettre en cause l'Europe de Bruxelles qui détruit les nations, les soumet à la mondialisation et à la bureaucratie, veut étendre l'Union jusqu'à l'Irak et l'Iran et ne défend pas ses intérêts face aux Etats-Unis.

196. Concevoir une nouvelle Europe qui restituerait aux Etats membres leur souveraineté pour ce qui est de la vie quotidienne des citoyens et qui se concentrerait sur tout ce qui peut assurer la puissance collective de l'Europe.

197. Fixer à cette nouvelle Europe l'objectif de constituer, à l'heure du choc des civilisations, dans le monde multipolaire qui est le nôtre, un pôle de puissance capable d'assurer son indépendance, de défendre son identité et de promouvoir ses intérêts.

198. Affirmer l'identité européenne de l'Union en la fondant sur la commune civilisation que partagent tous les pays européens tant par l'histoire, la géographie, le peuplement que la culture et la religion.

199. Permettre à l'Europe de jouer un rôle d'équilibre, de justice et de paix pour les peuples du monde.

UNE LIBRE COOPÉRATION

200. Fonder l'Europe sur la libre coopération entre États souverains et non, comme c'est le cas actuellement, sur l'idée d'une intégration qui dissout nos peuples et nos nations.

201. Axer les compétences de l'Europe sur la prospérité économique, la sécurité militaire et l'excellence scientifique et culturelle pour rendre collectivement aux pays européens leur première place dans le monde.

202. Organiser une Europe à la carte permettant à chaque nation de choisir librement les domaines dans lesquels elle souhaite coopérer.

203. Instaurer des pactes européens de coopération sectorielle définissant les modalités de la coopération entre États, par exemple dans les secteurs économique, militaire, culturel, douanier, monétaire ou agricole.

204. Alléger les institutions de l'Union en supprimant tout ce qui n'est pas centré sur les objectifs de puissance et d'indépendance et substituer aux structures d'intégration des institutions de coopération interétatiques.

UNE EUROPE EUROPÉENNE

205. Arrêter les frontières ultimes de l'Union européenne : au nord, l'océan Arctique, à l'ouest l'océan Atlantique, au sud la mer Méditerranée et, à l'est, une ligne partant de la Bulgarie pour rejoindre la Finlande et excluant l'Ukraine et la Biélorussie.

206. Renforcer les frontières entre l'Europe et le reste du monde afin que les peuples européens conservent la maîtrise des hommes et des produits qui pénètrent sur leur territoire ou à défaut rétablir les frontières entre les États membres en dénonçant les accords de Schengen.

207. Faire valoir le principe de la préférence européenne pour les produits comme pour les personnes car il est normal que les Européens bénéficient en Europe de droits spécifiques.

UNE EUROPE PUISSANTE

208. Etablir des écluses douanières aux frontières de l'Europe afin de protéger le marché européen de la concurrence sauvage pratiquée par des pays qui ne respectent pas les mêmes normes sociales ou écologiques que l'Europe.

209. Mettre en œuvre une grande stratégie industrielle à l'échelle de l'Europe de façon à constituer dans chaque secteur un grand groupe capable de devenir le numéro un mondial et de promouvoir ainsi les intérêts européens dans le monde.

210. Faire de l'euro une monnaie d'échange et de réserve qui permette de vendre nos exportations et de payer nos importations en euros de façon à protéger les économies européennes des fluctuations monétaires internationales. L'euro doit servir l'Europe comme le dollar sert les Etats-Unis.

211. Faire de la recherche scientifique une priorité de l'Union pour que l'Europe redevienne le premier pôle de découverte, d'invention et d'innovation dans le monde.

UNE EUROPE INDEPENDANTE

212. Libérer l'Europe de la tutelle politique des Etats-Unis et sortir à cette fin de l'Otan qui n'a plus aucune justification militaire.

213. Créer une Alliance militaire européenne, sorte d'Otan strictement européen, assurant la coordination des armées nationales et destinée à constituer à terme une force armée équivalente à celle des Etats-Unis.

214. Organiser la coopération des armées nationales, en mettant en commun la fabrication des armements, en standardisant les équipements et en assurant des commandements et procédures communs.

LA FRANCE MOTEUR DE L'EUROPE PUISSANCE

215. Faire de la France le promoteur d'une nouvelle Europe puissante et indépendante.

216. S'opposer aux pratiques bruxelloises les plus en contradiction avec le projet d'une Europe puissance.

217. Multiplier les initiatives de coopération contournant le pouvoir bruxellois et développant des projets propres à assurer la puissance et l'indépendance collective de l'Europe.

218. Créer autour de la France et, si possible de l'Allemagne, un noyau dur de nations solidaires capables d'entraîner l'Union dans la voie d'une Europe européenne, indépendante et puissante.

POUR QUE VIVE LE M.N.R : Nous avons besoin de vous !

Ordre de PRELEVEMENT PERMANENT (à imprimer)

-0-0-0-0-0-0-

- Je m'engage avec vous et vous apporte mon soutien financier durable.
- Je peux interrompre mes versements à tout moment sur simple demande écrite
- Je recevrai un reçu fiscal annuel me permettant de déduire de mes impôts 66% de mes versements. (*)
- J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever :

Chaque mois le somme de :Euros Date :.....

Signature :

Organisation bénéficiaire : **A F M N R BP 10008 93161 NOISY LE GRAND Cedex**

Mes coordonnées :

Nom : Adresse :

Code postal : Ville :

Coordonnées de ma banque :

Nom : Adresse :

Code postal : Ville :

TRES IMPORTANT : J'imprime et je retourne la présente autorisation, accompagnée d'un **relevé d'identité bancaire (RIB) ou postale (RIP)**

Quand vous versez 240 €/an (20€/ mois) cela ne vous coûte en réalité que 81€ 60* avec la déduction d'impôts (*6,80€ par mois)